



# CTP CONJOINT IMPOTS-TRESOR et CTPL TRESOR du 11 février 2010

## MISE EN PLACE DU SIP/SIE DE MONTFORT ET DU SIP VITRE AU 1<sup>er</sup> avril 2010

Pour la première fois, un même comité technique paritaire regroupait les impôts et le trésor à Rennes le 11 février 2010. La CGT ayant 4 sièges au CTPD (impôts) et au CTPL (trésor), c'est donc une délégation de huit titulaires, accompagnés de deux suppléants, qui y siégeait pour notre organisation.

### SIP/SIE MONTFORT.

Après lecture d'une déclaration liminaire (ci-jointe), la délégation de la CGT a évoqué la situation des emplois du futur Service des Impôts des Particuliers de Montfort avec seulement 2 emplois (en réalité 1,8) implantés dans la cellule recouvrement.

Pour le TPG, cela correspond aux charges de travail prévues par l'Outil de Répartition des Emplois (O.R.E.), nous avons dénoncé cette situation car la suppression du poste comptable de Bécherel et l'intégration des charges de travail à Montfort avaient déjà largement dégradé la situation des emplois.

Pour pallier à cette situation, le TPG et le DSF évoquent l'implantation d'un adjoint cadre A sur le SIP avec des missions de recouvrement et la formation en matière de recouvrement du référent cadastre de Montfort. Ils évoquent également le recours à l'équipe de renfort comme solution. Cela illustre bien la fragilité de la situation dans le futur SIP. Nous avons indiqué que dans un tel contexte, la polyvalence s'imposerait de fait et que l'équipe de renfort du Trésor était déjà trop sollicitée. De même, la CGT s'est étonnée que le chef du SIP et l'adjoint soient issus tous les deux des impôts, contrairement aux préconisations nationales (qui prévoient un ex-DSF un ex-DGCP) et au mépris du bon sens.

Concernant l'accueil, la Direction ne voit pas de difficultés dans l'organisation future, nous avons exprimé nos réserves. A ce sujet, une réunion entre le SIP et les trésoreries de proximité est prévue.

### SIP VITRE.

Le SIP sera installé le 1<sup>er</sup> avril 2010. Les 3 agents de la cellule recouvrement arriveront à cette date, accompagnés provisoirement d'un

des adjoints de la trésorerie. L'affectation de l'adjoint titulaire (issu du trésor) interviendra au 1<sup>er</sup> juillet.

L'immeuble fait l'objet d'une rénovation totale. Le Service des Impôts des Entreprises sera situé au premier étage avec la Conservation des Hypothèques. Concernant le SIP situé au R.D.C., la majorité des travaux sera effectuée pour le 15 avril 2010, permettant l'arrivée de la trésorerie (actuellement située en centre-ville) qui ne gèrera plus que le secteur public local. La suite des travaux est suspendue pendant la campagne IR et reprendra courant juin.

Ascenseur: selon la DSF, la zone étant protégée, les bâtiments de France ont été consultés. Les délais complémentaires n'ont pas permis l'installation de l'ascenseur, qui sera installé fin 2010.

Concernant le courrier à Vitre, nous avons fait remarquer que le document précisait que celui-ci serait géré en totalité par le Gardien Concierge. Visiblement ce ne sera pas réellement le cas. Après débat, le DSF a prévu la rédaction d'une note précisant les différents intervenants autour du courrier.

S'agissant des horaires d'ouverture, le regroupement en hôtel des finances impose que les horaires des deux structures soient alignés. Il y a donc eu un vote sur différentes propositions. Les agents des impôts ont voté majoritairement pour leur modèle actuel, ceux du trésor pour le leur. Les agents des impôts étant plus nombreux, c'est donc leur protocole actuel qui s'est imposé. La CGT a attiré l'attention de l'administration sur la nécessité de veiller à ce que ce type de situation ne

donne pas la sensation pour les agents du trésor d'une fusion-absorption.

**PONTS NATURELS DSF** : En 2010, le 14 mai et le 12 novembre seront des ponts naturels, comme au trésor.

### QUESTIONS DIVERSES.

#### TRAVAUX A ST MALO.

Concernant le futur immeuble malouin , le DSF a reconnu un déficit de communication et propose d'y remédier en utilisant régulièrement le site intranet de la DSF Brocéliande (rubrique travaux) : <http://dsf350.eole.dgi> .

Il a précisé que le dossier était bouclé : pré-projet d'architecte déposé, financement accepté. Il s'agira d'une surévaluation au dessus de l'accueil actuel qui sera détruit pour porter la surface à 500 m2 supplémentaires, sur deux niveaux. Début des travaux prévu en septembre 2010.

L'étude ergonomique précédente servira de base et le cabinet OMNIA a été associé au projet. Une première réunion du comité de suivi

est programmé le 12 mars 2010 à St Malo. Des contacts ont été pris avec la mairie de St Malo en matière de transport collectif et de création de parking visiteurs. Les travaux devraient durer environ un an, période pendant laquelle certains collègues seront installés dans des préfabriqués. Nous avons contacté téléphoniquement le DSF pour avoir des précisions sur la cantine, elle ne devrait pas être impactée pendant les travaux mais son agrandissement ultérieur est envisagé, affaire à suivre (dossier géré par la DG).

Le DSF a également indiqué que le dossier devrait prendre en compte la fusion CDI CDIF prévue sur St-Malo à l'horizon 2012-2013.

#### **SIE ST MALO SUD**

La délégation CGT a demandé des précisions concernant la situation de l'emploi au SIE de St Malo Sud, le DSF nous rappellera sur cette question.

VOTES création SIP VITRE et MONTFORT.  
Organisations syndicales : CONTRE.  
Parité administrative : POUR.

### **Les représentants C.G.T.**

#### **SNADGI-CGT**

Thierry LE GOAZIOU  
Joël GARNIER  
Evelyne GAUTHIER  
Didier FEBRER

#### **SNT-CGT**

Nelly MEHEUST  
Françoise LE GUEVEL  
Jean-Yves DETOC  
Joaquim DA SILVA JESUS  
Jeff LEFEUVRE  
Hervé COUVERT

---

## **CTPL Trésor 11 février 2010 – 14H30**

Après la matinée en CTPL commun avec les impôts, nous avons participé au CTPL du trésor l'après-midi. Le point essentiel en était le budget.

#### **EXECUTION DU BUDGET 2009 :**

Le budget n'étant plus reportable sur l'année suivante, il a donc été intégralement dépensé. En fin d'année, il a donc été acheté en urgence du mobilier supplémentaire et deux voitures pour la trésorerie générale.

A noter que le budget des frais de poursuites par des huissiers de justice est énorme et a considérablement augmenté du fait de la montée en charge de la TCA. La CGT dénonce cette situation et revendique des poursuites exécutées par les huissiers du trésor.

#### **BUDGET 2010 :**

Quelques éléments notables :

**Affranchissement** : ce poste de dépenses est très important et la direction veut modifier les méthodes pour obtenir des tarifs plus bas de la Poste. Il s'agirait d'effectuer des envois en nombre, d'un minimum de 400 plis (0,46 € par lettre) ou 1000 (0,425 €). Pour les trésoreries extérieures, le regroupement pourrait se faire au DI, pour Rennes et les postes proches, à la TG. Les nouvelles machines à affranchir sont adaptées à ce mode de fonctionnement. Des discussions seront à mener avec les

ordonnateurs pour optimiser les envois des factures ou prélèvements.

**Economies d'énergie :** afin de réduire les dépenses d'énergie, la mise en place de délesteurs est envisagée dans les postes utilisant le chauffage électrique (RBE, Janzé, Liffré, Montfort, Châteauneuf, Dinard, Dol-de-Bretagne, St-Malo-Municipale et Tinténiac dans un premier temps). Les travaux importants du Turgot utiliseront des matériaux et technologies qui en feront un bâtiment « éco-responsable ».

**Utilisation du véhicule personnel dans le cadre du travail** (déplacements à la poste...etc), il est indispensable que votre assurance en soit avisée, sous peine de ne pas être couverts. Rappelons que la CGT est opposée à ce que les agents mettent leur propre voiture à la disposition de l'administration. Pour la CGT, des contrats doivent être passés avec la poste pour le courrier et les transferts de fonds doivent être effectués par des professionnels.

Vote sur budget :

- Administration : POUR
- Syndicats : CONTRE

**Horaires de Vitré :** le sujet avait été évoqué le matin en CTP commun, nous devons voter sur les nouveaux horaires au CTPL trésor. A cette occasion, il a été décidé que pour les prochaines opérations (SIP Rennes et St-Malo), des réunions seraient organisées entre les agents des différentes structures, afin qu'ils réfléchissent ensemble.

Vote sur le changement d'horaires de la trésorerie de Vitré :

- Administration : POUR
- Syndicats : CONTRE

## Questions diverses :

**Hélios :** La CGT renouvelle sa demande qu'un groupe de travail soit mis en place au niveau départemental avec des praticiens, notamment pour résoudre les problèmes de poursuites contentieuses. La Direction va y réfléchir mais met en avant le fait qu'il n'y ait qu'un tuteur Hélios actuellement pour repousser cette proposition à plus tard.

**Messagerie :** Les dysfonctionnements actuels seraient dus à des problèmes de capacité et devraient être solutionnés par une nouvelle maintenance.

**Département informatique :** Le regroupement serait confirmé à l'échelon interrégional. La réflexion se poursuit en 2010. Des expérimentations seront mises en place en 2011 pour un déploiement général en 2012.

## Travaux :

(un tableau récapitulatif des travaux prévus pour 2010 est consultable sur notre site internet).

Chartres : relogement près de la piscine, à l'écart du centre ville !!! dans un immeuble actuellement en construction. Comme les futurs SIP malouins, le nouveau service public de proximité doit-il se situer le plus loin possible des usagers ?

St Aubin d'Aubigné : nous avons rappelé la demande des agents, pour installer une fenêtre ouvrante. La Direction va reprendre contact mais ne semble pas convaincue de son utilité... affaire à suivre.

Tinténiac : Le problème du chauffage semble résolu après la double intervention d'un électricien.

Châteaugiron : Nous avons dénoncé la présence de salpêtre dans le local d'archives situé en sous sol et les odeurs qui s'ensuivent. L'injonction de résine dans les murs pourrait être une solution selon la direction qui a fait faire un devis par un étancheur. Concernant le relogement, la solution envisagée précédemment a échoué. Une autre proposition est à l'étude pour un relogement dans des locaux situés en centre ville en fin 2011. En attendant, les agents sont soumis à des risques sanitaires et la CGT exige des solutions d'urgence et saisit dès ce jour le médecin de prévention et le CHS.

Trésorerie Générale : il fait froid dans le hall ! La CGT a demandé que des aménagements soient faits rapidement pour la santé des collègues qui y travaillent. Par ailleurs, nous avons rappelé à la direction que le ménage n'est pas effectué dans la salle sous la caisse. Les consignes vont être renouvelées auprès de la société de nettoyage.

CER : une demande de financement partiel du compacteur et de l'équipement associé a été demandé à la Direction centrale.

## Emplois :

TCA : la CGT a évoqué l'état des effectifs de ce poste avec ses vingt vacances ! Le mouvement d'avril avait été annoncé par la direction générale comme devant permettre de résoudre partiellement ce problème, à la suite des actions menées par les personnels et nos interventions au niveau national. Le résultat de la CAP (4 affectations) permet à peine de combler les départs en retraite de ces quelques semaines. Les revendications des personnels

sur l'emploi et les conditions de travail ne sont pas entendues. Une réunion à Bercy évoquant la mission amendes en général se tiendra le lundi 15 février. La CGT s'emparera de cette occasion pour porter au niveau national les revendications des agents de la TCA. Un militant de la TCA y participera.

Châteauneuf : sur 6 agents, 4 partent en retraite de juin 2010 à janvier 2011 et le chef de poste pourrait partir dans le cadre d'une promotion. La CGT s'est inquiétée de cette situation, pour le poste, les agents et les usagers. La direction affirme qu'elle remplacera les agents aux prochains mouvements. Comment ce poste pourra-t-il faire face à une telle hémorragie ? et quelles conditions de travail pour les agents qui restent et ceux qui arriveront ? Avec les départs attendus aussi dans l'équipe de dépannage, comment faire ? va-t-on greffer des bras supplémentaires aux dépanneurs restants ? A noter que la situation de Montauban est équivalente...

#### **Evolution du réseau :**

Pôle de Recouvrement Spécialisé : Il sera mis en place au 01/09/2010 avec 4 agents originaires de la DGI et 2 du Trésor. Un groupe de travail doit se réunir le 23/02 prochain, pour en définir les modalités.

SIP de Rennes : Les agents seraient répartis en fonction de leurs compétences et de leurs souhaits.

75% ont obtenu leur premier choix. 2 agents ont le deuxième, 3 le troisième et un le quatrième.

4 agents de Rennes Colombier seront affectés dans chacun des 3 SIP de Rennes Nord, Est et Sud. Celui de Rennes Ouest en ayant onze, dont 3 agents affectés à l'accueil. Un prochain rendez-vous est prévu en septembre pour rééquilibrage entre B et C et entre temps pleins et temps partiels, en intégrant les arrivées et départs du mouvement de mutation et les retraites. Les agents pourront refuser leur affectation mais cela ne sera pris en compte

que s'il y a possibilité de les remplacer. En attendant, les agents de Rennes Colombier doivent continuer à faire leurs demandes de mutations, sans se limiter aux postes actuellement vacants. C'est d'ailleurs un conseil que nous donnons à l'ensemble des agents.

DRCA / DIREECTE : Le service DRCA disparaîtra, la mission passe à la DIREECTE, une nouvelle structure. Le chef de service part bientôt en retraite, ainsi que l'une des deux agents B. la deuxième B a été affectée à un autre service de la TG par la CAP locale. L'adjoint, cadre A, doit partir avec la mission, reste à régler le problème de sa rémunération, qui pourrait diminuer dans l'opération. La TG espère une réponse favorable prochainement de la part de la direction générale.

Audits et vérifs : à partir du cas d'un poste en difficultés (sujet récurrent suivi de près par la CGT), nous avons parlé du ressenti des agents dont le poste ou service fait l'objet d'un audit. Pour les agents ce sont toujours des « vérifs » et ce n'est pas en changeant le nom qu'on change cela. Il faut veiller à une bonne communication et une explication de la démarche, afin d'éviter un ressenti de flicage dans l'esprit des agents.

Effets de la crise sur nos services : la CGT a attiré l'attention de la direction sur le fait que la crise amène du travail supplémentaire (délais de paiement, contentieux, renonciation et incidents sur les contrats de mensualisation, augmentation des dossiers de surendettement,...). A titre d'exemple, on peut citer l'augmentation de 26% des dossiers de surendettement en 2009. Pour la CGT, le trésor doit jouer son rôle de service public dans cette période difficile pour la population, période qui est loin d'être terminée. Or... on supprime les emplois ! Pour nous, il faut au contraire donner les moyens aux postes de faire face à ce nouveau besoin de service public. Bien que reconnaissant la situation, la direction n'a pas de réponse à apporter à notre revendication.

#### **La délégation CGT :**

Nelly MEHEUST (ERR)  
Françoise LE GUEVEL (Dinard)  
Jean-Yves DETOC (DI)

Joaquim DA SILVA JESUS (Plélan)  
Jeff LEFEUVRE (TCA)  
Hervé COUVERT (TCA)



## CTPD du 11 février 2010

### Déclaration liminaire CGT

A l'occasion de ce CTP, les représentants des personnels CGT, tiennent à exprimer leur mécontentement face à la parution, annoncée aujourd'hui même, du décret d'application de la loi dite de mobilité des fonctionnaires.

Nous l'avons dénoncé lors de l'adoption de la loi en plein été 2009: il s'agit d'une véritable machine de guerre contre l'emploi public et le Statut.

**C'est également un outil dont s'est doté le gouvernement pour mener ses réformes, en vérité, il s'agit d'un plan social qui ne dit pas son nom.**

La CGT demande l'abrogation de ce décret.

Au cours de ce CTPD nous allons évoquer les réformes en cours dans la Direction : mise en place du SIP de Vitré et du SIE-SIP de Montfort.

Sur ce point la position du SNT/CGT et du SNADGI/CGT est sans équivoque : nous y sommes totalement opposés , et nous rappelons que ni les syndicats ni les personnels n'ont demandé cette fusion.

Ce CTPD se tient dans un contexte toujours plus difficile, avec les réformes qui s'appliquent à une vitesse effrénée et des suppressions d'emplois de plus en plus nombreuses.

**En effet, 100.000 emplois sont ainsi passés à la trappe dans la Fonction publique d'Etat depuis 2007. L'année 2010 s'annonce comme la pire depuis des décennies avec au minimum 34.000 emplois supplémentaires supprimés.**

Au bout du compte, pour la période 2003 à 2012, ce seront entre 250.000 et 300.000 emplois qui seront rayés de la carte.

Au plan DGFIP, le CTPC du 30 novembre 2009 a annoncé la suppression de 2569 emplois se traduisant par 30 suppressions en Ille-et-Vilaine.(13 issues de la filière fiscale et 17 issues de la filière gestion publique).

A l'occasion du CTPC du 30 novembre, du CTPD boycotté du 8 décembre 2009, du CTPL également boycotté du 18 décembre et de la grève du 21 janvier 2010, les personnels ont fait valoir avec leurs représentants , leurs revendications, notamment l'arrêt des suppressions d'emplois et des réformes en cours.

Le 9 février 2010, la synthèse des travaux des groupes de travail du DOS a permis aux agents de l'interrégion ouest d'interpeller directement le directeur général M PARINI sur ces mêmes revendications.

Que ce soit à cette occasion ou lors de l'audience de l'après midi, c'est à une fin de non recevoir que nous avons été confrontés, la logique des suppressions d'emplois n'est pas discutable.

Dès lors, DOS ou pas DOS, nous ne voyons pas comment les conditions de travail ne pourraient pas se dégrader, dans les SIP et dans les autres postes et services du département.

C'est notamment pourquoi, comme pour la mise en place des SIP précédents, nous voterons contre vos propositions.

Rennes, le 11 février 2010